

EL-TARF Prolifération des chiens errants

Le phénomène de prolifération des chiens errants à travers les différents quartiers de la ville d'El-Tarf tend à prendre des proportions alarmantes et dangereuses, et constitue, indéniablement, un véritable fléau aux conséquences pouvant être désastreuses et dramatiques. De fait cette situation, pour d'aucuns frisant l'anecdotique et l'ubuesque pour un chef-lieu de wilaya qui semble encore confinée dans une certaine ruralisation, impose le lancement d'une vaste opération d'abattage de chiens. En effet, les habitants du quartier appelé communément Sebaâ R'goud (416 logements) lancent un véritable cri de détresse à l'adresse des autorités locales pour qu'elles interviennent en urgence et avec célérité et pour cause, les enfants qui se rendent chaque matin l'école, située à quelques encablures au sud de la cité, sont confrontés quotidiennement au risque d'être attaqués par les meutes de chiens qui ont élu domicile à proximité du bac à ordures. Aussi, au niveau de la ville, devient-il presque dangereux de faire à une heure tardive de la nuit une promenade pédestre à travers certains quartiers. Ces animaux errants vivent à côté des bacs et autres bennes à ordures, constituant de fait des lieux de prédilection et de délectation pour ces chiens. La prolifération de ces canidés constitue, par ailleurs, un risque majeur pour l'apparition et l'extension de foyers de rage, et ce, nonobstant les multiples avertissements lancés par articles de presse interposés.

Aussi s'avère-t-il nécessaire d'entamer dans les brefs délais une opération d'éradication qui engloberait toutes les communes rurales. Ces dernières constituent de toute évidence un milieu idoine pour la prolifération de ces animaux. Reste qu'à l'approche de la saison estivale, les autorités compétentes sont interpellées à plus d'un titre pour veiller à l'amélioration de l'hygiène publique et particulièrement la sauvegarde de vies humaines.

Daoud Allam

TIZI-OUZOU Le gaz naturel source de mécontentement à Aïn-El-Hammam

Dans les contrées montagneuses, le gaz naturel, représentant un grand pas vers le progrès, continue d'être, paradoxalement, une cause de frustration pour de nombreux citoyens. Sa percée dans les villages se fait difficilement.

Les oppositions se multiplient et l'action de rue devient inéluctable. L'exemple de la commune d'Imsohual, dans la daïra d'Iferhounène, est des plus édifiants.

Passée l'euphorie ayant suivi l'arrivée des canalisations aux portes de la commune, de nombreux citoyens durent déchanter, en apprenant que près de la moitié de la population n'en bénéficiera pas et que de ce fait, elle doit continuer à se chauffer au fuel et au butane, pour une durée indéterminée. L'an dernier, les villages d'Ahfir et de Kerrouche n'ont pu obtenir satisfaction qu'après avoir menacé de bloquer les travaux. Il y a quelques jours, cinq villages exclus de l'opération ont décidé de recourir à des actions musclées, dont la fermeture de l'APC. «Nous protestons contre notre marginalisation par les autorités qui nous ont exclus de l'opération», nous dit

un membre du comité de village, venu à la tête d'environ cinq cents personnes. Le sit-in a pris fin sans qu'aucune autorité ne prenne attache avec les protestataires. Ce qui a exacerbé la colère des habitants que nous avons joints. Si Saïd, un sexagénaire d'Aït-Youcef-Ouali, parlant au nom de ses voisins de Asker, Iguer-Lekrar, Ath-Meddour et Ath-L'Bachir, nous avoue la ferme intention de la population de «ne pas faire de concessions» sur ce qu'ils dénoncent comme un déni de droit. Il fustige les autorités pour leur «politique discriminatoire».

«Comment expliquer que les canalisations de gaz allant alimenter Iferhounène traversent nos champs jusqu'à toucher nos demeures, sans qu'on en profite ?» déplore-t-il. Les habitants des daïras de Aïn El-Hammam et d'Iferhounène, des



régions aux hivers rigoureux, ont investi beaucoup d'espoir dans l'arrivée du gaz de ville qui devrait sonner le glas du chauffage au fuel ou au bois. L'alimentation sélective des agglomérations a, en fin de

compte, généré beaucoup de mécontentements. «A juste titre», disent les concernés qui ne veulent, en aucun cas, rater le train du progrès.

A. O. T.

SANTÉ MENTALE Stress et harcèlement au travail : des risques professionnels émergents

L'établissement hospitalier spécialisé en psychiatrie d'Oued Aissi a abrité, jeudi dernier, le onzième Congrès international de psychiatrie consacré au thème de la psychopathologie du travail.

Cette rencontre dédiée à la formation continue «s'inscrit dans la stratégie de promotion de la santé mentale et l'amélioration de l'environnement professionnel», dira le P^r Ziri, directeur général du CHU Nédir Mohamed de Tizi-Ouzou, intervenant en ouverture de cette rencontre, qui a regroupé des psychiatres issus de certains établissements hospitaliers spécialisés du pays et de France et qui ont abordé, sous des approches différentes, les notions de stress et de harcèlement moral et sexuel en milieu professionnel.

Quand le travail se conjugue au mal-être et à la souffrance

Soumise au diktat de l'efficacité et du rendement, l'entreprise devient un milieu chargé de risques pour la santé physique et mentale de l'individu. Le lieu de travail peut devenir ainsi source de souffrance et de mal-être pour le salarié, surtout quand celui-ci est immergé dans un contexte professionnel qui ne fait pas de la gestion de la ressource humaine et des relations interpersonnelles un impératif managérial. Les différentes sortes de violence dont le harcèlement moral, et sa variante sexuelle, la pénibilité qui engendre le stress sont ainsi identifiés par les spécialistes comme des dangers professionnels potentiels émergents en plus d'autres menaces biologiques. Des

contraintes qui exposent le sujet à toutes sortes de vulnérabilité sur le plan psychosocial. «La notion de risques psychosociaux prend en compte toutes les situations de mal-être et de souffrance au travail, dont le stress n'est pas la seule forme possible (épuisement professionnel, violence physique et verbale, harcèlement moral et sa variante sexuelle, conduite addictive et risque suicidaire)», dira le directeur général du CHU de Tizi-Ouzou. Le stress professionnel défini dans la littérature (médicale) comme un déséquilibre entre la perception qu'a l'individu des contraintes imposées par son environnement et la réalité de ses propres ressources pour y faire face «doit devenir une préoccupation pour l'entreprise, dès lors que les plaintes de mal-être au travail se multiplient et que les facteurs qui en sont à l'origine sont liés au travail», ajoutera-t-il, tout en suggérant que le management d'une entreprise prenne en compte la dimension de prévention contre tous les risques sur la santé physique et mentale du salarié, liés au climat psychosocial de l'entreprise et dont la détérioration peut conduire à des dérives dangereuses pour le salarié et compromettantes pour sa santé et pour son avenir professionnel.

Harcèlement moral, le silence de la loi*

Abordant le harcèlement sous l'aspect médico-légal, le D^r K. Chenaoui de l'EHS Drid Hocine d'Alger rapporte, se fondant sur des chiffres publiés par un quotidien national, que les inspections du travail ont enregistré 3,5 millions de cas de harcèlement moral dans le milieu professionnel en 2008, en Algérie. Le centre d'écoute et d'ai-

de (CEA) a enregistré, en 2004, 384 cas de harcèlement sexuel ; la tranche d'âge des victimes se situe entre 21 ans et 55 ans, témoignera encore le même conférencier qui insistera, dans son exposé, sur les implications aux plans psychique, professionnel et social de ce genre de contrainte sur un salarié. «Le harcèlement peut provoquer dans un premier temps, des symptômes de stress. Quand cette situation perdure sans aucun soutien, ces symptômes peuvent se transformer, au bout de quelques mois, en troubles psychiques manifestes», dira le D^r Chenaoui.

Les répercussions peuvent être dévastatrices, selon lui, pour la vie professionnelle, sociale et familiale des victimes, lesquelles ne peuvent prétendre à aucun recours judiciaire contre les abus liés aux relations dans le cadre professionnel. «L'article 341 bis du code pénal ne s'applique que pour les victimes de harcèlement sexuel», fera observer l'orateur. «La législation algérienne reste muette et ne prévoit rien sur la notion de harcèlement moral», se désolera-t-il.

S. A. M.

*Article 341 bis du code pénal relatif au harcèlement sexuel : «Est réputée avoir commis l'infraction de harcèlement sexuel et sera punie d'un emprisonnement de deux mois à un an et d'une amende de 100 000 DA (cent mille dinars) toute personne qui abuse de l'autorité que lui confère sa fonction ou sa profession, en donnant des ordres, en proférant des menaces, en imposant des contraintes ou en exerçant des pressions dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle. En cas de récidive, la peine est portée au double.»

JOURNÉE MÉDICALE DE L'ENFANT DE SÉTIF

L'asthme et l'allergie en débat

Contrairement aux autres pays, l'Algérie serait le seul pays à ne pas considérer l'asthme comme maladie chronique, alors que c'est la première maladie chronique de l'enfant touchant 10% de la population algérienne. La prévalence de cette pathologie serait de 10 à 15% dans les pays développés et de 5 à 10% au Maghreb.

En Algérie, un million d'enfants seraient asthmatiques soit 5 à 6% d'adultes et 8 à 10% d'enfants atteints par cette maladie qui vient en tête des maladies chroniques infantiles et qui représente également la première cause de consultation en urgence médicale. C'est ce qui ressort des différentes interventions d'experts ayant encadré, hier, une journée entrant dans le cadre de la journée médicale de l'enfant à Sétif, organisée par le service de pédiatrie du CHU de cette ville conjointement avec la faculté de médecine de l'Université Ferhat-Abbès et l'association sétifienne d'aide aux enfants asthmatiques (ASMA). Cette rencontre a été l'occasion de faire le point sur la situation actuelle des connaissances et pratiques en matière d'allergologie pédiatrique et, notamment, en matière

d'asthme et d'allergie aux protéines de lait de vache. Ce rendez-vous médical a été rehaussé par la présence du professeur Christian Marguet, président de la Société française pédiatrique de pneumologie et allergologie. En effet, l'asthme chez l'enfant est souvent une maladie source d'inquiétude, avec un cortège de questions et d'interrogations pour l'enfant lui-même, mais aussi pour son entourage, a estimé dans son intervention, le P^r Christian Marguet.

«Actuellement, en France, 10% des enfants sont diagnostiqués comme asthmatiques ou souffrent de gênes respiratoires, de bronchites à répétition, de bronchites asthmatiformes, équivalents à l'asthme. Les appellations diverses qui évitent de parler "d'asthme" sont parfois abusivement utilisées. Ces abus de langage sont uti-

lisés pour ne pas "affoler" les parents, mais peuvent être dangereux, sources de confusion ou de retard dans le diagnostic d'asthme et, par conséquent, dans son traitement».

L'asthme est la première maladie chronique chez l'enfant. Sa fréquence et sa sévérité sont en augmentation constante. Or, chez l'enfant, si cette maladie est mal traitée, il y a un risque que l'asthme s'aggrave, détériorant la fonction respiratoire. Le «capital souffle» de l'enfant doit être prioritairement préservé. C'est son «futur et son devenir qui en sont les enjeux», estime le P^r Marguet. Aussi, ce dernier a évoqué l'expérience de la France pour la prise en charge des enfants atteints d'asthme. «Au-delà du dépistage de l'asthme, il convient, donc, d'équilibrer l'asthme d'enfant pour qu'il puisse vivre normalement. Alors qu'en France 66% des enfants ont un asthme insuffisamment contrôlé, que signifie "asthme équilibré" ? Un enfant dont l'asthme est équilibré est un enfant qui, malgré sa maladie, a des activités comme les autres : scolarité, vie sociale, loisirs,

jeux, sport, vacances, ... Par exemple, un enfant dont l'asthme est correctement équilibré ne doit pas manquer l'école à cause de sa maladie. Or, certains enfants, insuffisamment ou incorrectement traités, sont réveillés la nuit à cause de leur asthme (gêne respiratoire nocturne, crise d'asthme). La fatigue qui en découle peut les empêcher d'aller à l'école ou de se concentrer dans la journée. Pour l'association, «c'est en soignant correctement l'asthme de l'enfant que l'on a toutes les chances d'en atténuer la gravité à l'âge adulte !», a-t-il affirmé. Le second thème abordé lors de cette journée était celui des allergies ou intolérances aux protéines de lait de vache. Une maladie de plus en plus fréquente actuellement. Elle serait liée à une sensibilisation allergique de la muqueuse intestinale à une ou plusieurs composantes du lait de vache et, en particulier, la bêta-lactoglobuline. On évoque ce diagnostic lorsque la diarrhée survient lors du sevrage au sein ou lors d'une diarrhée durable, parfois striée de sang chez un nouveau-né alimenté au lait de vache. Elle

s'accompagne de dénutrition précoce, de vomissements, d'œdèmes, d'éruption urticaire ou d'eczéma. Un choc anaphylactique peut parfois menacer la vie du nourrisson. Pour éviter cette maladie, la seule alternative est de donner au nourrisson un lait adapté ou hydrolysé du lait. «Il n'est pas toujours possible d'utiliser les laits de chèvre ou de brebis à cause du risque d'allergie croisée. Pour le bébé allergique ou intolérant au lait de vache, le meilleur aliment reste le lait maternel en pratiquant un régime d'éviction des produits laitiers. Lorsqu'il est nécessaire d'avoir recours à des laits artificiels, il existe des laits spéciaux pour bébés allergiques au lait de vache. Mais, malheureusement, ces laits, comme le lait de riz, d'avoine, de quinoa, de soja ou d'amande sont introuvables en Algérie et il faut, donc, que les responsables du secteur se penchent sérieusement sur ce problème en introduisant ce genre de lait adapté», a déclaré le P^r Bioud, médecin chef du service de pédiatrie au CHU de Sétif.

Imed Sellami